



Communiqué de presse

Lundi 22 mars 2021

L'Union du Commerce du Pays de Rennes alerte de nouveau sur la fragilité et l'iniquité dans laquelle est plongé l'écosystème du commerce.

Durant cette année singulière, nous avons subi 2 confinements, un couvre-feu et la fermeture des bars, restaurants et des lieux culturels et de loisirs, et enfin, la fermeture des centres commerciaux et magasins de plus de 20.000m².

Sur le bassin Rennais, uniquement pour les centres commerciaux et Ikéa, cela représente près de 500 boutiques dont plus de la moitié de commerçants indépendants qui sont fermés pour la troisième fois en moins d'un an, soit 7 mois de fermeture. Plus de 5000 emplois sont comptabilisés sur l'ensemble de ces sites, 5000 personnes sans activité, sans compter les prestataires.

L'Union du Commerce du Pays de Rennes alerte de nouveau sur la fragilité dans laquelle est plongé l'écosystème particulier des centres commerciaux qui font l'attractivité de notre territoire, et qui sont lourdement et durablement pénalisés.

Malgré les indemnités promises par le gouvernement, ses commerçants indépendants, certains groupes intégrés qui ont plus de la moitié de leurs magasins fermés, ainsi que les prestataires se retrouvent dans une situation intenable et sans perspectives.

Ils doivent faire face à une distorsion de concurrence avec ceux qui, restant ouverts, concentrent les populations, et avec les géants du e-commerce, qui ne sont pour la plupart ni français ni européens.

Au-delà de l'aspect économique c'est aujourd'hui l'impact psychologique et social qui devient intenable avec un fort sentiment d'abandon et d'injustice qui s'accroît. De nombreux commerçants se retrouvent dans des situations extrêmement tendues et désespérées.

Cette mesure de fermeture inégalitaire et sans fondement scientifique qui, fin janvier, a été présentée comme la solution pour endiguer la crise sanitaire ne montre pas d'effets positifs sur les contaminations.

Le dernier rapport de l'Institut Pasteur confirme que les commerces ne sont pas des lieux de surcontamination.

De plus, ce sont des lieux extrêmement contrôlés, certifiés par des organismes tiers, inspectés par les autorités, équipés de systèmes de comptage des visiteurs en temps réel, et où l'air est renouvelé en permanence et les surfaces fréquemment désinfectées.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement un calendrier de réouverture, apportant un horizon possible et permettant d'accompagner les renforcements de protocoles que nous proposons comme l'organisation de l'accueil des clients avec des jauges renforcées, le comptage électronique des flux avec filtrage par agents de sécurité aux entrées, ...

Etant donné le manque de perspective à ce jour sur l'évolution du contexte sanitaire, il faut pouvoir mettre en place le « Monde d'Avec le virus » tout en travaillant sur le « Monde d'Après » sans quoi il ne restera que peu d'acteurs économiques debout.

Aussi nous demandons à minima pour les centres commerciaux et magasins de plus de 20.000 m² actuellement fermés : la réouverture des activités qui sont autorisés dans les départements soumis au nouveau confinement, ainsi que l'autorisation du retrait de commandes à l'intérieur de ces magasins et centres commerciaux.